



CDAS du 5 novembre 2024

Déclaration liminaire CGT

Monsieur le président du Conseil Départemental de l'Action Sociale,

Chaque jour, les conflits, les guerres s'intensifient un peu partout dans le monde pour le plus grand bonheur des marchands d'armes, pour qui une vie humaine importe peu. C'est la dure loi du capitalisme !

Ce système économique, tel un vampire, capte sans sourciller toutes les aides et subventions de l'État ! La Cour des Comptes évalue à 62 milliards d'euros, juste pour 2023, le montant des cadeaux fiscaux fait aux plus riches !! Il y a 465 niches fiscales qui coûtent 94,2 milliards sans aucune preuve de leur utilité !

Cela représente plus de 156 milliards, c'est peu ou prou le déficit budgétaire à financer pour 2024 ! Alors, pour la CGT, la solution est toute simple : stopper les cadeaux aux plus riches, cette dette n'est pas la nôtre !

Mais, ce n'est pas le choix qu'a fait le duo Macron-Barnier, avec un nouveau gouvernement qui est pourtant minoritaire et illégitime, puisque arrivé dernier aux dernières élections législatives.

Pour continuer à servir les plus riches, le programme du Nouveau Front Populaire ne devait surtout pas s'appliquer. Les derniers sont donc devenus les premiers !

Alors, pour servir la classe dominante, les petits arrangements entre amis n'évoluent guère : il faut réduire la dépense publique, il faut faire des économies à marche forcée et taxer les plus faibles et les plus fragiles !

Le gouvernement Barnier tape donc sur l'école, l'hôpital public et les services publics en général. Il décale la revalorisation des pensions de nos anciens et supprime des postes de fonctionnaires. Il gèle à nouveau la valeur du point d'indice et supprime la GIPA dégradant encore un peu plus notre pouvoir d'achat.

La liste n'est malheureusement pas exhaustive puisqu'il est question d'augmenter à 3, le nombre de jours de carence et de diminuer de 10 % les indemnités journalières pour les fonctionnaires.

D'autres solutions seraient aussi possibles, et, au ministère des Finances, nous sommes bien placés pour le savoir. Il suffirait de créer des postes pour traquer la fraude fiscale évaluée cette année à plus de 100 milliards ! Mais force est de constater que ce n'est pas la voie choisie par le gouvernement Barnier. Le message politique est tout autre : c'est happy hour ! Et nous rembourserons encore plus de 55 milliards d'intérêts aux marchés financiers...

Dans ce contexte, l'insuffisance des moyens consacrés à l'action sociale est une honte ! C'est indigne d'un pays dont le modèle social a souvent été érigé en exemple. Nombre d'agents publics souffrent physiquement, psychologiquement et financièrement, souvent dans le silence, parfois dans l'indifférence. Les réformes de l'action sociale ou du secrétariat général devaient optimiser les services rendus et dégager des économies. Qu'en est-il vraiment ?

La CGT revendique le renforcement de l'ensemble des moyens alloués à l'action sociale. Elle rappelle qu'elle est issue des mobilisations successives des agents. L'action sociale a des missions, donnons-lui des moyens !

Avec un budget minimum de 3 % de la masse des salaires et des pensions, l'action sociale doit permettre à tous les agents actifs et retraités des Finances :

- de développer le droit aux vacances ;
- de pouvoir se loger dignement ;
- d'accéder à la culture, aux sports, aux loisirs ;
- d'accéder à une restauration de qualité et écoresponsable pour un budget maîtrisé ;
- d'augmenter la valeur faciale des titres restaurant avec une participation accrue de l'employeur ;
- d'attribuer ces titres restaurants avec bienveillance, en particulier pour les agents éloignés et/ou en situation de handicap ;
- d'augmenter l'aide et l'accompagnement à la parentalité ;
- de répondre aux demandes de prêts et de secours des agents en difficultés.

La CGT sera toujours présente aux côtés des agents et agentes. La CGT continuera de faire des propositions pour améliorer l'action sociale, pas pour la saboter !

Dans le Var, cela passe par le maintien du site de Saint-Bernard de Toulon au sein du ministère des Finances avec une restauration collective dont le rapport qualité/prix doit pouvoir être amélioré.

Cela passe par l'organisation d'un Arbre de Noël digne mais gratuit pour les familles. Ce moment d'échange et de partage doit être convivial et chaleureux, accessible à tous les enfants.

La distribution de jouets faisant bien entendu partie de cette fête collective.

Cela passe aussi par une attention particulière auprès de nos anciens, notamment au moment de leur départ à la retraite. Ils sont encore trop nombreux à méconnaître ce que l'action sociale peut leur apporter alors que leur situation se dégrade chaque année avec des pensions insuffisantes et des dépenses qui ne cessent d'augmenter. Leur recensement et le maintien d'un lien sont indispensables.

L'action sociale n'a pas vocation à devenir une agence de loisir. Sa mission doit rester sociale, humaine et solidaire. Le CDAS doit assurer sa mise en œuvre.

Nous demandons l'annexion de cette déclaration au PV de cette séance.